
Politiques linguistiques canadiennes et littératie en langues secondes des immigrants adultes : état des lieux

Monika Jezak
mjezak@uottawa.ca

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Résumé

Cet article a pour objectif de présenter l'état des lieux de deux discours sur la littératie en L2 des immigrants adultes qui co-existent actuellement au Canada : 1) le discours autour des habiletés et des pratiques (réelles et/ou déclarées) de littératie et 2) le discours et les actions politiques qui visent l'acquisition du bi- ou du multilinguisme par cette population. Cet examen fait ressortir un certain manque de congruence entre, d'une part, les visées politiques et d'autre part, les besoins des immigrants en matière de littératie en langues secondes ; ce qui est susceptible de causer, pour certains groupes d'immigrants, une participation limitée à la société canadienne.

Mots-clés : politiques linguistiques, littératie des adultes, immigration, langues secondes

Abstract

This article presents two distinct discourses on second language adult immigrant literacy which currently co-exist in Canada: 1) the discourse on second language literacy skills and practices of adult immigrants and 2) the political discourse and actions that aim at the achievement of bi- or multilingualism by this population. Analysis of these discourses emphasizes a certain lack of congruence between the political aims and the actual literacy needs of the immigrants which, for certain groups, is likely to result in limited participation in Canadian society.

Key words: language policy, adult literacy, immigration, second languages

Introduction

Cet article a pour objectif de présenter l'état des lieux de deux discours sur la littératie en L2 des immigrants adultes qui co-existent actuellement au Canada : 1) le discours autour des habiletés et des pratiques (réelles et/ou déclarées) de littératie et 2) le discours et les actions politiques qui visent l'acquisition du bi- ou du multilinguisme par cette population. Nous tenterons de montrer ainsi de quelle façon les politiques linguistiques canadiennes accompagnent le développement des compétences littératiées des immigrants dans leur langue seconde.

Le point de départ de notre argumentation est le constat que les compétences de littératie dans une ou les deux langues officielles sont nécessaires pour une pleine intégration à la société canadienne. Les écrits qui seront recensés dans la première partie de cet article indiquent en effet l'existence de difficultés de littératie en langues secondes chez certains groupes d'immigrants adultes. Les enquêtes de Statistique Canada (Montigny, Kelly et Jones, 1991 ; Giddings et Barr-Telford, 2000 ; Kapsalis, 2000 ; Barr-Telford, Nault et Pignal, 2005 ; Grenier, Jones, Stucker, Murray, Gervais et Brink, 2008) ainsi que certaines études de type ethnographique menées en milieu de travail (Deslauriers, 1990 ; Jezak, Painchaud et d'Anglejean, 1995 ; Herrick, 2005) révèlent qu'une proportion des immigrants adultes se situe en-dessous du niveau seuil nécessaire pour accomplir les tâches de littératie, dans une ou les deux langues officielles. En même temps, des études démographiques affirment un lien entre la maîtrise de la littératie en langues secondes (telle qu'évaluée dans les enquêtes de Statistique Canada) et certains indices du bien-être socioéconomique, par exemple, l'employabilité, le revenu ou la santé.

La corrélation effectuée entre les compétences littératiées en langue seconde de certains groupes d'immigrants et leur faible intégration socio-économique peut dès lors surprendre étant donné le fait que le Canada offre différents programmes de formation en langues secondes destinés à faciliter l'intégration à la société, par exemple, *Language Instruction for Newcomers to Canada* (LINC) ou *Enhanced Language Training* (ELT). À la lumière des données qui seront citées dans la première partie de l'article, on serait porté à croire que ces cours de français et d'anglais ne donnent pas les résultats escomptés.

Dans la deuxième partie de l'article, nous citerons un corpus de recherches qui vise à porter un éclairage autant sur le constat des difficultés de littératie en langue seconde de certains groupes d'immigrants adultes que sur l'apparente inefficacité, en ce qui a trait à la littératie, des cours de langue seconde. Plus particulièrement, trois types de données nous paraissent pertinents : les pratiques littératiées des adultes au Canada d'aujourd'hui, le profil de l'immigration ainsi que la structure politique canadienne qui soutient l'acquisition de la littératie en langue seconde par les immigrants adultes.

Dans la troisième partie de l'article, la mise en commun des données recensées dans la première et la seconde partie permettra de constater l'existence de deux discours distincts sur la littératie : le discours de la recherche dans le domaine de la littératie et le discours politique. La quasi-totale absence de dialogue entre les tenants de ces deux discours peut avoir comme conséquence une certaine inefficacité des structures gouvernementales d'aide au développement des habiletés de littératie en lien avec l'insertion socioprofessionnelle des immigrants.

Enquêtes de Statistique Canada : le constat de difficultés de littératie en L2 chez certains groupes d'immigrants

Un volume important de recherches signalent l'existence de difficultés de littératie en langues secondes chez certains groupes d'immigrants, notamment, les enquêtes de Statistique Canada (cités dans l'introduction de cette article) et les études démographiques qui montrent un lien entre la maîtrise de la littératie, telle qu'évaluée par Statistique Canada, et les indices du bien-être socioéconomique.

Ainsi, depuis une vingtaine d'années, Statistique Canada évalue par mesure directe les capacités de lecture et d'écriture des échantillons représentatifs de la population canadienne adulte. Entre 1989 et 2005, quatre enquêtes ont été réalisées, totalisant près de 40 000 sujets¹. La toute dernière enquête est actuellement en cours : Programme d'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) (2011).

Tel que nous le présenterons dans les paragraphes qui suivent, toutes ces études ont le même cadre conceptuel et une méthodologie commune. Elles sont toutes constituées d'un questionnaire socio-démographique et d'un test composé de tâches de simulation, les deux administrés en français ou en anglais sous forme d'entrevue menée chez le répondant.

Elles conceptualisent la littératie comme « aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités » (Dong, Dhawan-Biswal et Clermont, 2005, p. x).

Ces enquêtes distinguent trois types de littératie (Grenier et al., 2008) :

- la *compréhension de textes suivis*, c'est-à-dire, les connaissances et les compétences nécessaires pour comprendre et utiliser l'information contenue dans des documents tels que des éditoriaux, des reportages, des brochures et des manuels,
- la *compréhension de textes ayant une composante mathématique* et

¹Pour la description des quatre enquêtes, veuillez consulter Corbeil (2011) dans ce volume.

- la *compréhension de textes schématiques*, c'est-à-dire, les connaissances et les compétences requises pour repérer et utiliser l'information contenue dans des documents de divers formats, notamment des demandes d'emploi, des formulaires de paie, des horaires de services de transport, des cartes, des tableaux et des graphiques. (p. 21)

S'inscrivant dans cette conceptualisation de la littératie, les tâches des tests doivent représenter la diversité de formes d'écrit et de contextes de leur utilisation dans la vie quotidienne des adultes. De même, elles doivent être diversifiées sur le plan de la complexité, des opérations cognitives impliquées et des thèmes traités. Toutefois, pour déterminer le nombre et le genre d'items de tests acceptables, on prend en considération le fait que le test ne devrait pas prendre plus d'une heure à compléter. En termes pratiques, les concepteurs des enquêtes ont établi que (Murray, Clermont et Binkley, 2005) :

Un nombre fini de caractéristiques sont susceptibles d'influencer le rendement des répondants à l'égard d'un ensemble de tâches de littératie ; on peut en tenir compte au moment de concevoir ou de noter les tâches. [...] Il s'agit des caractéristiques suivantes :

Contextes ou contenu pour adultes. Comme les adultes ne lisent pas d'écrits ou d'imprimés dans le vide, mais plutôt dans un contexte donné ou pour répondre à un besoin particulier, on choisit, en vue de l'évaluation de la littératie, des documents qui représentent divers contextes et divers contenus (vie familiale, santé et sécurité, vie sociale et collective, travail, loisirs et détente, économie de la consommation, etc.). [...]

Documents ou textes. [...] La diversité et les caractéristiques spécifiques des textes qui entrent dans la conception des tâches sont essentielles à la conception et à l'interprétation des notes qui sont produites. L'enquête comprend donc toujours un vaste éventail de textes suivis (description, narration, exposé, argumentation, directive, document d'archives, hypertexte, etc.) et de textes schématiques (documents matriciels, graphiques, localifs, à remplir et combinés)².

Processus ou stratégies. Il s'agit des caractéristiques des questions et des directives qui sont fournies aux adultes relativement aux réponses à donner. En général, les questions et les directives concernent un objectif ou un but qu'on demande au lecteur d'atteindre pendant qu'il lit les textes et y réagit, ainsi qu'une ou plusieurs stratégies que le lecteur est susceptible d'employer pour formuler sa réponse. (p. 100)

Les résultats de ces enquêtes montrent que les immigrants possèdent en moyenne

²Les textes *schématiques*, ou non-linéaires, aussi disparates qu'ils puissent sembler de surface sont tous une des quatre formes de liste : *listes simples* qui organisent l'information en lignes ou en colonnes, *listes croisées* et *listes combinées* qui sont des matrices permettant d'organiser ensemble des listes simples et, finalement, les *listes imbriquées* où les listes simples s'imbriquent dans une matrice, ou encore une matrice s'imbrique dans une autre matrice. La raison d'être de textes schématiques est d'organiser de façon la plus concise possible un grand nombre d'informations (Mosenthal et Kirsch, 1998).

des niveaux de littératie en langues officielles inférieurs à ceux des Canadiens de naissance et que, de surcroît, certains groupes n'atteignent pas le seuil de compétences minimal pour fonctionner pleinement dans la société³.

En même temps, les études gouvernementales et para-gouvernementales (qui mettent en rapport les résultats des enquêtes de littératie de Statistique Canada et les caractéristiques socio-économiques des sujets de ces enquêtes) apportent un éclairage important. Selon ces études, les difficultés langagières éprouvées par les immigrants en L2 auraient un impact négatif sur plusieurs indices de leur bien-être social et économique, tels que l'insertion professionnelle et le revenu (Osberg, 2000; Boudard, 2001; Bowles, Gintis et Osborne, 2001; McIntosh et Vignoles, 2001; Boothby, 2002; Alboim, Finnie et Meng, 2003; Berman, Lang et Siniver, 2003; Aydemir et Skuterud, 2005; Picott et Sweetman, 2005; Coulombe et Tremblay, 2006; Ferrer, Green et Riddell, 2006; Bonikowska, Green et Riddell, 2008; Ferrer et Riddell, 2008), l'état de santé (Health Canada, 2002; Korhonen, 2006; Murray, Rudd, Kirsch, Yamamoto et Grenier, 2007; Murray, Hagey, Willims, Shillington et Desjardins, 2008; Rootman et Gordon-El-Bihbety, 2008) ou la participation citoyenne et la participation à la formation continue (Barro, 2001; Desjardins, 2003; Rubenson, Desjardins et Yoon, 2007).

À l'appui de ces recherches de type démographique, une étude récente (Weiner, 2008) de la situation de la main d'œuvre immigrante à Toronto permet également de conclure que :

The current workplace requires greater literacy and language skills and, as noted, a greater number of recent immigrants are knowledge workers in sectors where greater language skills are required, as contrasted with earlier immigrants, who were more likely to work in farming, mining, forestry and other semi-skilled types of work. Given the high level of human capital among immigrants, language proficiency issues have become more complex. [...] While the ability of immigrants to speak other languages can be a benefit for an employer, it cannot compensate for an inability to communicate verbally and in writing with colleagues within the workplace. (pp. 8-9)

Le constat des difficultés langagières éprouvées par la population immigrante conduit à interroger directement les politiques linguistiques mises en place étant donné que le Canada offre différents programmes de formation en langues officielles destinés à soutenir l'insertion sociale des apprenants. Ainsi, par exemple, Weiner (2008) rapporte que le gouvernement fédéral finance depuis 1992 les programmes de LINC au coût annuel approximatif de 140 millions de dollars et ELT qui, pour sa part, a un coût annuel de 20 millions de

³Pour le détail des résultats des enquêtes en ce qui concerne les compétences des immigrants, veuillez consulter le rapport de Dong et al. (2005) ainsi que l'article de Corbeil (2011) dans ce volume.

dollars.⁴ Également, au niveau provincial, le gouvernement ontarien a investi entre 2003 et 2008 près de 90 millions de dollars dans des projets d'intégration linguistique et socioprofessionnelle. De plus, un grand nombre de programmes sont gérés par des autorités locales, par des organismes communautaires, par des entreprises, ou par des donateurs privés (Burnaby, 2008).

Pourquoi, alors, ces différents cours ne donnent-ils pas les résultats escomptés ? C'est la question que nous approfondissons dans la section suivante de l'article, qui regroupe des travaux susceptibles de contextualiser la problématique qui est la nôtre ici.

À la croisée des réalités conceptuelles : immigration, littératies et politiques linguistiques

Une meilleure compréhension d'un écart entre les programmes de français ou d'anglais pour immigrants adultes et les besoins de cette clientèle en matière de littératie réside à l'intersection de trois réalités multidimensionnelles du Canada d'aujourd'hui :

1. les pratiques et exigences de littératie des adultes dans la vie quotidienne et au travail ;
2. le nouveau profil de l'immigration ; et
3. la nature des énoncés de politique qui gèrent l'aide à l'acquisition de la littératie en langue seconde par les immigrants.

Cette section de l'article vise par conséquent à dégager certaines pistes de réflexion à travers les questions suivantes :

1. Quelles sont les caractéristiques des pratiques littératiées au Canada aujourd'hui ? Quels aspects de ces pratiques sont-ils susceptibles de poser un défi aux immigrants adultes ?
2. Quelles caractéristiques de la population immigrante adulte sont-elles en lien avec la maîtrise de la littératie en L2 dans la société canadienne d'aujourd'hui ? Lesquelles de ces caractéristiques sont-elles susceptibles de constituer des obstacles à l'acquisition de la littératie en langue seconde par cette population ?
3. Comment les politiques canadiennes abordent-elles la question de l'acquisition de la littératie en langues secondes par des immigrants adultes ?

Pratiques et exigences de littératie dans les sociétés basées sur le savoir

Les travaux théoriques récents dans le domaine de la *littératie* ont permis de trancher avec la traditionnelle dichotomie *analphabète/alphabétisé*. Dans les

⁴Pour le détail des types, caractéristiques et objectifs des programmes fédéraux, veuillez consulter le site Internet du Centre for Canadian Language Benchmarks : www.language.ca/ ainsi que l'article de Kayed (2011) dans ce volume.

sociétés de savoir modernes, ce terme désigne désormais une pratique sociale étroitement liée avec la représentation de l'individu comme membre compétent de la société technologique (par exemple, Jaffré, 2004, p. 31). Dans son acception la plus restreinte, il s'agit de compétences variées, et souvent complexes, de lecture et d'écriture. En réalité, le concept de *littératie* peut inclure aussi des questions identitaires ou d'autres habiletés cognitives, telles le calcul, la pensée critique, ou certains usages particuliers de l'oral (Street, 2006; Heath et Street, 2008). De même, on conceptualise la littératie comme l'un des multiples modes de communication enchâssé dans d'autres modes : visuel, gestuel, kinésique (Cope et Kalantzis, 2000, 2008; Kress, 2003). Et finalement, on s'intéresse aux liens entre la littératie et la nouvelle *interculturalité* découlant à la fois de diversités locales et de tendances uniformisantes de la globalisation. Dans ces travaux, la littératie (ou *plurilittératie/s*) est souvent liée au multilinguisme et au multiculturalisme individuel et sociétal (Hornberger, 2003; Luke, 2003; Martin-Jones et Jones, 2003; Moore, 2006; Pahl et Roswelli, 2006; Vaish, 2008; Moore et Sabatier, 2010).

Tout en reconnaissant que l'étendue de cet article ne permet pas un examen plus approfondi de l'apport des auteurs, entre autres ceux cités dans le paragraphe précédent, il est essentiel de souligner que nous adhérons pleinement à la nouvelle vision de la littératie qui s'en dégage, particulièrement en ce qui a trait aux pratiques littératiées multilingues.

Qu'est-ce qui caractérise alors les pratiques de littératie de la population adulte (qu'elle soit d'origine immigrante ou non) au Canada aujourd'hui? Des recherches recensées dans Jezak (2010) indiquent l'omniprésence de l'écrit, sa variété, son caractère décontextualisé, sa multimodalité et le multilinguisme. À titre d'exemple, le discours décontextualisé observé dans la vie quotidienne et au travail se caractérise par l'absence de référents directs. On dira ainsi « ceux-ci », plutôt que « les employés », « à cette date » plutôt que « demain », etc. Selon plusieurs auteurs, et nos propres recherches menées en milieu de travail, ce style d'expression est devenu la norme dans les discours écrits formels et semi-formels (notes de service, circulaires, etc.) et il se répand de plus en plus dans la communication orale. Le traitement cognitif de ce genre de textes est difficile, parce qu'il exige le recours à l'inférence et aux connaissances antérieures, même dans le cas des textes simples au niveau du vocabulaire (Jezak et al., 1995; Rivera et Huerta-Macias, 2008).

De la même façon, les études menées dans de grands centres urbains cosmopolites montrent la présence simultanée de l'écrit dans plusieurs langues, ou plusieurs variantes de la même langue (Dominguez, 2005; Herrick, 2005; DuBord, 2008). Par exemple, une étude réalisée à Chicago montre que l'écrit qui circule dans cette communauté (panneaux des commerces, dépliants publicitaires, etc.) est devenu un mélange de l'anglais standard, des anglais non-

standard, de l'espagnol standard, de l'espagnol *ranchereado* mexicain et des langues indigènes, par exemple le quechua. Ce type de littératie est exigeant dans la mesure où il requiert une bonne compétence plurilingue (Farr, 2006).

Profil de l'immigration

Dans un pays comme le Canada, où la majorité de la population a des racines ancestrales d'ailleurs, c'est à dire n'est pas d'origine indigène, le terme *immigrant adulte* couvre une très vaste réalité sociale. Ainsi, selon le type d'écrits (travaux de recherche, médias, publications gouvernementales, etc.) et selon le domaine dans lequel on situe le discours sur l'immigration (droit, politique, éducation, sociologie, histoire, etc.), la définition du concept d'*immigrant* varie. Il en est de même pour le concept d'*adulte* qui peut référer aux personnes à partir de l'âge de 16 ans (limite de la scolarité obligatoire, droit de conduire une voiture, etc.), 18 ans (limite de la scolarité obligatoire en Ontario, âge légal pour voter, etc.) ou 21 ans (dans certaines provinces, droit d'acheter de l'alcool ou des cigarettes).

Pour les besoins de cet article, nous limiterons le concept d'*immigrant adulte* à son acception démographique première, celle de *résident permanent ou citoyen canadien âgé de 16 ans ou plus, né à l'extérieur du Canada*, parce que les données démographiques et le discours politique dont nous traitons dans cet article adhèrent à cette définition.

Les recensements de 2001 et de 2006 mentionnent que près de 20% de la population canadienne adulte sont nés à l'étranger (Chui, Tran et Maheux, 2007) et, selon les prévisions, ce pourcentage est appelé à croître de façon significative dans un avenir proche (Beaujot, 2003 ; Bélanger, Martel et Caron Malenfant, 2005 ; Dong et al., 2005). Dans cette optique, qu'est-ce qui caractérise cette population au regard des pratiques et exigences littératiées ? Quels facteurs, plus précisément, sont susceptibles de la rendre vulnérable sur le plan des habiletés de littératie ?

La nouvelle immigration diffère des cohortes antérieures : elle est majoritairement très scolarisée, qualifiée professionnellement, diversifiée sur le plan ethnoculturel et allophone.

La scolarité est une des premières caractéristiques-clés. Autant les générations antérieures étaient largement moins scolarisées que les Canadiens de naissance, autant les données des derniers recensements (Statistique Canada, 2001, 2006) indiquent que la sélection des immigrants basée sur les critères de scolarité et de profil professionnel a porté fruit et que cette population se compare maintenant avantageusement à celle née au Canada. Pourtant, l'amélioration quantitative du nombre d'années de scolarité et de diplômes ne se traduit pas par une meilleure insertion professionnelle ou une augmentation de revenu chez les immigrants (Bonikowska et al., 2008). Elle ne garantit pas

non plus un bon niveau de littératie (Barr-Tellford et al., 2005). Comme le montrent les études récentes, c'est la *qualité* des études⁵ plutôt que leur durée qui est positivement corrélée avec la réussite socioprofessionnelle, et les différences s'accroissent à mesure qu'augmente le nombre d'années de scolarité (Hanushek et Kimko, 2000 ; Barro, 2001). Or, plusieurs groupes d'immigrants qui ont reçu des scores faibles dans les enquêtes de littératie de Statistique Canada proviennent de pays à faible qualité d'éducation (Sweetman, 2004 ; Sweetman et McBride, 2004 ; Dong, et al., 2005). Il semblerait alors que le type de scolarisation reçue par certains groupes d'immigrants soit en lien avec leurs résultats en littératie en L2 au Canada.

Selon les recensements de 2001 et de 2006, les immigrants sont de plus de 200 langues maternelles différentes et 70% d'entre eux ont une langue maternelle autre que l'anglais ou le français (McMullen, 2006 ; Corbeil et Blaser, 2007). Le pourcentage des allophones a augmenté de 13% en 1986 à 17% en 1996 et à 20% en 2006. Selon les projections, ce pourcentage continuerait d'ailleurs à augmenter rapidement, alors que la proportion de la population anglophone et francophone diminuerait. Dans les grandes régions urbaines à forte condensation d'immigrants, la proportion d'allophones dépasse déjà maintenant 40% de la population totale : 44% pour Toronto et 41% pour Vancouver. La faible maîtrise de la langue du test, l'anglais ou le français, est donc également susceptible d'avoir eu une influence sur les résultats des immigrants dans les évaluations de la littératie administrées dans leur langue seconde.

Le bref survol des pratiques de littératie et du profil d'immigration laisse entrevoir un nombre de phénomènes nouveaux. Par conséquent, il devient intéressant de s'interroger sur la façon dont les politiques linguistiques canadiennes actuelles s'adaptent à ces nouvelles réalités pour accompagner le développement des compétences littératiées des immigrants dans leur L2.

Politiques linguistiques canadiennes

Tout d'abord, une mise au point terminologique s'impose. Ainsi, tel que le stipulent les travaux récents dans le domaine (Spolsky, 2004 ; Shohamy, 2006), les *politiques linguistiques* réfèrent dans notre article à un large éventail de mesures qui gèrent le multilinguisme canadien. En conséquence, le concept de *politiques linguistiques* englobe les actes législatifs fédéraux et provinciaux, les règlements des administrations locales et des autres instances institutionnelles ainsi que le rôle joué par différents acteurs dans les pratiques multilingues de

⁵Déterminée en fonction des résultats des examens internationaux (TEIMS, PISA, AIE, EIPS). L'auteur de l'article reconnaît que ces grandes enquêtes internationales mettent l'accent sur l'évaluation des habiletés cognitives valorisées dans les contextes de scolarité des sociétés basées sur le savoir.

la société dans son ensemble.

Dans cette section de l'article, nous faisons un survol du cadre législatif qui régit les politiques linguistiques canadiennes et nous résumons l'impact de ce cadre sur l'apprentissage des langues secondes et sur l'apprentissage de la littératie en langues secondes par les immigrants adultes.

Cadre législatif

Les fondements de la législation et des politiques de littératie en langue seconde pour immigrants adultes datent d'une quarantaine d'années et découlent d'un document destiné à régulariser les rapports entre les Anglophones et les Francophones : la *Loi sur les langues officielles* (1969). Comme nous allons l'expliquer dans les paragraphes qui suivent, à l'heure actuelle, ces politiques relèvent de trois types de droits : droit à la langue, droit à la culture et droit à la littératie. Ceux-ci sont énoncés dans un grand nombre de textes législatifs et réglementaires, dont la *Charte canadienne des droits et libertés* de 1982 et la *Loi constitutionnelle* de 1982.

Le cadre légal du bilinguisme canadien fait que le « droit à la langue » est réservé aux communautés de langue officielle, les Anglophones et les Francophones du Canada, particulièrement ceux vivant en situation minoritaire⁶. Dans ce contexte, les droits linguistiques des immigrants adultes (autant le maintien de la langue d'origine que l'acquisition de la langue du pays d'accueil) relèvent du « droit à la culture » par l'entremise de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* de 1985, de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2001 ou de la *Loi sur la citoyenneté* de 1985 (amendée en 1997).

Le construit sur lequel est basée cette structure politique particulière a été énoncé par Trudeau dans son discours du 8 octobre 1971 par une formule devenue célèbre : « A policy of multiculturalism within a bilingual framework commends itself to the government as the most suitable means of assuring the cultural freedom of Canadians » (Trudeau, 1971), soit « le multiculturalisme dans un cadre bilingue ». Cet énoncé se retrouve dans la *Loi sur le multiculturalisme canadien* :

- i) parallèlement à l'affirmation du statut des langues officielles et à l'élargissement de leur usage, à maintenir et valoriser celui des autres langues ;

⁶Dans l'usage canadien, on qualifie les groupes francophones et anglophones vivant dans une province où la majorité des habitants parlent l'autre langue officielle en termes de *minorité anglophone* (au Québec) et *minorités francophones* (hors Québec). Par ailleurs, le terme de *communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire* qui met l'accent sur l'appartenance simultanée aux deux groupes linguistiques, émerge actuellement dans le discours politique canadien (p. ex. sur le site Internet du Commissaire aux langues officielles du Canada) www.colclo.gc.ca/html/index_f.php.

j) à promouvoir le multiculturalisme en harmonie avec les engagements nationaux pris à l'égard des deux langues officielles. (Articles 3(1)i et 3(1)j)

Le lien juridique entre la langue et la culture, ainsi que le cadre bilingue-multiculturel canadien évoqué ci-dessus, expliquent pourquoi le traitement des questions de langue pour les immigrants adultes est enchâssé dans les politiques d'immigration et de citoyenneté ou encore dans les différentes politiques sociales, plutôt que dans les politiques linguistiques comme telles, celles-ci étant réservées à la gestion des rapports entre les Anglophones et les Francophones. Au niveau du gouvernement fédéral, l'aide au développement des compétences littératiées des immigrants adultes dans leur L2 relève des responsabilités du ministère de Citoyenneté et immigration Canada.

Pour compléter le paysage juridique canadien en ce qui a trait à la littératie, mentionnons que, depuis la signature par le Canada de la *Déclaration Universelle des Droits de la Personne* des Nations Unis (1948) et en particulier à la lumière de l'Article 26 de cette Déclaration, le droit à la littératie est considéré comme un des droits fondamentaux de la personne. Ce droit ne fait pas explicitement partie de la structure législative canadienne au niveau fédéral et il n'y a également aucune indication particulière de la manière dont ce droit s'appliquerait aux immigrants allophones adultes. Dans les faits, il est enchâssé dans d'autres politiques fédérales de nature sociale, telles que les politiques relatives à l'emploi, la citoyenneté, la santé ou la justice. Le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) du ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) est la bannière regroupant les responsabilités fédérales en matière de littératie. Le fait d'associer, au sein du BACE, les questions de littératie à celles de compétences essentielles indique que la priorité politique est donnée aux enjeux économiques du droit à la littératie⁷. Le mandat du BACE n'indique pas

⁷Sur le site Internet du BACE (www.hrsdc.gc.ca/fra/competence/ACE/definitions/definitions.shtml), on définit les concepts de compétences littératiées et de compétences essentielles de la façon suivante :

On entend généralement par **compétences en alphabétisation** les quatre compétences suivantes :

- Lecture
- Rédaction
- Utilisation
- Calcul

Les **compétences essentielles** sont les compétences nécessaires en milieu de travail. Elles comprennent les quatre compétences en alphabétisation énumérées ci-dessus ainsi que les cinq compétences suivantes :

- Informatique
- Capacité
- Communication

de droits particuliers des immigrants.

Impact du cadre législatif sur l'apprentissage des langues et de la littératie(en L2) par les immigrants

Le cadre législatif canadien oriente la gestion des questions de langue et de littératie pour les immigrants adultes.

Tout d'abord, dans ses grandes lignes, la problématique de formation langagière des immigrants adultes est définie comme la problématique d'immigration, de citoyenneté et de ressources humaines⁸. Le ministère fédéral de Citoyenneté et immigration Canada, ainsi que les ministères provinciaux équivalents, sont donc le principal bailleur de fonds des cours de français et anglais langues secondes. Au niveau fédéral, ces fonds sont alloués aux programmes LINC et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC).

Toutefois, en pratique, étant donné la variété de profils et de besoins de formation des immigrants, la responsabilité en cette matière va bien au-delà des programmes LINC et CLIC et se négocie entre différents décideurs : verticalement, entre divers paliers du gouvernement (fédéral et provinciaux) et horizontalement, entre différentes administrations provinciales et locales, donc différents ministères, conseils scolaires, organisation non gouvernementale (ONG), organismes communautaires, fondations privées, entreprises, etc. Par exemple, déjà depuis 1978, et particulièrement depuis l'*Accord Canada-Québec* de 1991, le Québec est en partie responsable de ses politiques d'immigration et entièrement responsable de ses politiques d'intégration des nouveaux arrivants. Les questions linguistiques, notamment la sélection prioritaire des immigrants francophones et francophiles ainsi que les stratégies d'intégration linguistique, sont des éléments importants de la législation provinciale. De la même façon, l'*Accord Canada-Ontario*, signé en 2005, précise les façons dont les gouvernements du Canada et de l'Ontario collaborent dans les domaines tels que les services d'établissement et de formation linguistique, le partenariat avec les municipalités dans l'offre de cours de langues, les partenariats inter-provinces, etc.

Il en résulte un certain manque de cohérence dans l'offre de services de formation en langues secondes : les démarcations floues entre les responsabilités respectives des différents fournisseurs de programmes, une décentralisation et une variabilité des services linguistiques offerts ainsi que la perception, sou-

-
- Travail
 - Formation

⁸Plutôt que comme problématique d'éducation (qui relèverait alors des ministères d'éducation provinciaux) ou problématique de droits linguistiques (qui relèverait alors du ministère du Patrimoine canadien).

vent justifiée, que l'on n'attribue pas assez de ressources aux allophones. Il est pratiquement impossible de peindre un portrait détaillé et précis de l'offre de services linguistiques aux immigrants allophones adultes, malgré les initiatives fédérales ou provinciales de normalisation, comme les *Canadian Language Benchmarks* ou les *Niveaux de compétence linguistique québécois* (Burnaby, 2008).

Discussion : deux discours sur la littératie en L2 des immigrants adultes

Dans la partie de l'article qui porte sur les pratiques et exigences de littératie dans les sociétés basées sur le savoir, nous avons vu que les chercheurs cités adoptent une définition *humaniste* du concept de la littératie qui découle d'une longue tradition d'observation de l'usage de l'écrit dans la vie quotidienne et au travail. Selon cette définition, la littératie, bien au-delà de simples habiletés de lecture et d'écriture, est intimement liée aux questions identitaires de l'individu et au développement de ses capacités cognitives et sociales. Selon la vision humaniste, les compétences littératiées de l'immigrant ne peuvent être dissociées des notions d'identité, de plurilinguisme/s, d'interculturalité ou de transfert des habiletés. En revanche, le survol du paysage politique dans lequel prend place le développement des compétences littératiées en L2 des immigrants adultes laisse entrevoir l'existence d'un discours différent autour de la littératie.

Contrairement à ce que défendent les tenants de discours humaniste sur la littératie, les décideurs politiques ne la voient pas comme une pratique sociale. Ils la conçoivent plutôt comme un ensemble d'habiletés cognitives individuelles qui peuvent être activées *à la carte*, par exemple dans un cours d'appoint en milieu de travail. De même, puisqu'on y définit la littératie comme « l'utilisation des écrits pour fonctionner dans la société »⁹, on met de l'avant les aspects fonctionnels du concept au détriment de ses aspects humanistes. Finalement, le discours politique officiel interprète la littératie en L2 presque toujours en termes d'*avantage économique*¹⁰, ce qui est réducteur par rapport à sa définition comme pratique sociale. Dans l'acception politique, le concept de littératie en L2 revêt un caractère *fonctionnaliste* et renvoie à un répertoire de compétences (ou aptitudes) cognitives applicables dans les milieux de travail et dans les structures sociales du pays d'accueil.

Notre recensement des écrits montre certaines conséquences sociales de ce

⁹Par exemple, voir sur les sites Internet du BACE ou celui du ministère de l'Éducation, des loisirs et du sport du Québec, ou encore dans les enquêtes de littératie de Statistique Canada citées dans cet article.

¹⁰À ce titre, veuillez consulter le site Internet du BACE (voir la note 7).

discours politique fonctionnaliste. La section consacrée aux enquêtes de Statistique Canada indique comment cette vision de la littératie influence la méthodologie et l'interprétation des résultats des tests de littératie menés par les organismes gouvernementaux. Cette définition se retrouve également dans le discours des médias (Andrieux, Besse et Falaize, 1997). Elle imprègne finalement les programmes de formation en langue seconde (notamment dans la composante *lecture* et *écriture*) et en littératie. Les preuves tangibles de l'orientation fonctionnaliste de l'enseignement de la littératie sont, par exemple, la prédominance de programmes qui jumellent les compétences essentielles et la langue (comme dans *Enhanced Language Training*) ou la construction des échelles de compétences en fonction des répertoires des habiletés socio-cognitives à acquérir par l'apprenant (par exemple, *Canadian Language Benchmarks*), etc.

Les intervenants qui accompagnent les immigrants adultes dans leur apprentissage de la littératie en langue seconde se trouvent ainsi à cheval entre ces deux discours. D'une part, le discours politique fonctionnaliste définit les exigences des programmes (l'acquisition des répertoires d'aptitudes utilisables au travail et dans la communauté). D'autre part, le discours humaniste des chercheurs se vit à travers les besoins hétérogènes des clientèles immigrantes, dictés par leurs répertoires verbaux uni- ou plurilingues, par leurs parcours migratoires complexes, par des enjeux identitaires, par leurs expériences de scolarisation, par leurs pratiques et conceptions variées de la littératie, etc. Le manque de congruence entre les deux discours pourrait expliquer en partie l'échec relatif de l'apprentissage de la littératie en langue seconde par certains groupes d'immigrants adultes.

Finalement, un commentaire de clôture se dégage. Dans notre recherche bibliographique, rares étaient les traces de tentative de dialogue entre les tenants des deux discours : les décideurs politiques et les spécialistes de littératie. Et pourtant, les gains d'un tel dialogue seraient inestimables.

En effet, dans la vie de tous les jours, c'est le discours politique sur la littératie qui influence autant l'opinion publique que les parcours des immigrants adultes. Tel que nous l'avons montré, ce discours s'avère souvent réducteur, ce qui résulte du contexte dans lequel il est produit : des contraintes historiques et socio-économiques, la politique d'immigration, les impératifs de rentabilité et l'obligation de rendre des comptes pour des projets financés par des fonds publics. Malgré ces contraintes, la réflexion humaniste sur la littératie, plus proche du vécu et des besoins des immigrants, devrait être prise en considération lors de la formulation des politiques linguistiques et des programmes de formation en langue seconde offerts aux immigrants adultes.

Un meilleur arrimage entre les deux discours sur la littératie des immigrants est non seulement souhaitable, mais également réalisable, comme le montrent quelques exemples tirés d'autres contextes. Ainsi, les politiques d'al-

phabétisation des adultes en français langue maternelle (particulièrement en situation minoritaire), font souvent appel aux dimensions identitaires, affectives (par exemple, l'estime de soi) ou citoyennes (la famille et la communauté) de l'apprentissage¹¹. Un autre exemple documenté de résultats positifs de collaboration entre les décideurs politiques et les chercheurs est la conceptualisation humaniste de la littératie dans le cadre du projet de l'UNESCO Education for All (Street, 2004). Ces deux exemples indiquent que la vision humaniste peut être intégrée avec succès au discours politique dans le respect des contraintes dans lesquelles celui-ci opère.

Références

- Alboim, N., R. Finnie et R. Meng. 2003. *Immigrants' skills in the Canadian labour market : Empirical evidence and policy issues*. Windsor, Université de Windsor.
- Andrieux, F., J.-M. Besse et B. Falaize (dir.). 1997. *Illettrisme : quels chemins vers l'écrit ?*. Paris, Éditions Magnard.
- Aydemir, A. et M. Skuterud. 2005. Explaining the deteriorating entry earnings of Canada's immigrant cohorts, 1966–2000. *Canadian Journal of Economics*, 38, pp. 641–671.
- Barro, R.J. 2001. Human capital and growth. *American Economic Review*, 91, pp. 12–17.
- Barr-Tellford, L., F. Nault et J. Pignal. 2005. *Miser sur nos compétences : résultats canadiens de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-617-XWF au catalogue. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-617-x/89-617-x2005001-fra.htm.
- Beaujot, R. 2003. Effect of immigration on demographic structure. Dans C.M. Beach, A.G. Green et J.G. Reitz (dir.), *Canadian immigration policy for the 21st century*. Montréal, McGill-Queen's University Press, pp. 536–564.
- Bélanger, A., L. Martel et É. Caron Malenfant. 2005. *Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires 2005–2031*. Ottawa, Statistique Canada, n°91-520 au catalogue [n'est plus disponible]. Voir : www.statcan.gc.ca/pub/91-520-x/91-520-x2005001-fra.htm
- Berman, E., K. Lang et E. Siniver, E. 2003. Language-skill complementarity : Returns to immigrant language acquisition. *Labour Economics*, 10, pp. 265–290.
- Bonikowska, A., D. Green et C. Riddell. 2008. *Littératie et marché du travail : les capacités cognitives et les gains des immigrants*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-552-M au catalogue — No. 20. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2008020-fra.pdf.
- Boothby, D. 2002. *Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-552-MIF au ca-

¹¹ À ce titre, veuillez consulter, par exemple, le site Internet de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation : www.fondationalphabetisation.org/ ; ou le site de l'association manitobaine Pluri-elles : www.pluri-elles.mb.ca/.

- atalogue — No. 9. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2001009-fra.pdf.
- Boudard, E. 2001. *Literacy proficiency, earnings and recurrent training : A ten country comparative study*. Stockholm, Institute of International Education.
- Bowles, S., H. Gintis et M. Osborne. 2001. The determinants of earnings : A behavioral approach. *Journal of Economic Literature*, 34, 1137–1176.
- Burnaby, B. 2008. Language policy and education in Canada. Dans S. May et N.H. Hornberger (dir.), pp. 331–341.
- Canada. *Loi sur le multiculturalisme canadien : loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme au Canada*. L.R.C. 1985. Ch. 24 (4e suppl.). Ottawa. Disponible à : laws.justice.gc.ca/fra/lois/C-18.7/page-1.html.
- Cope, B. et M. Kalantzis. 2000. *Multiliteracies : Literacy learning and the design of social futures*. London, Routledge.
- Cope, B. et M. Kalantzis. 2008. Language education and multiliteracies. Dans S. May et N.H. Hornberger (dir.), pp. 195–211.
- Corbeil, J.P. 2011. Acquis et défis de la mesure statistique des niveaux de littératie des immigrants de tierce langue maternelle, *Cahiers de l' ILOB*, vol. 3, pp. 31–47.
- Corbeil, J.P. et C. Blaser. 2007. *Le portrait linguistique en évolution, Recensement de 2006*. Ottawa, Statistique Canada, n°97-555-XIF au catalogue. Disponible à : www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-555/pdf/97-555-XIE2006001-fra.pdf.
- Coulombe, S. et J.-F. Tremblay. 2006. *Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-552-MIF au catalogue — No. 14. Disponible à : bv.cdeacf.ca/documents/PDF/91146.pdf.
- Chui, T., K. Tran et H. Maheux. 2007. *Immigration au Canada : un portrait de la population née à l'étranger, Recensement de 2006*. Ottawa, Statistique Canada, n° 97-557 au catalogue. Disponible à : www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-557/pdf/97-557-XIF2006001.pdf.
- Desjardins, R. 2003. Determinants of literacy proficiency : A lifelong-lifewide learning perspective. *International Journal of Educational Research* 39, pp. 205–245.
- Deslauriers, R. 1990. *L'impact des employés analphabètes sur les entreprises canadiennes*. Ottawa, Conference Board du Canada et Ressources humaines et développement des compétences Canada, rapport n° 58-90-F.
- Dominguez, E. 2005. Sociocognitive aspects of proverb use in a Mexican transnational social network. Dans M. Farr (dir.), pp. 67–95.
- Dong, L., U. Dhawan-Biswal et Y. Clermont. 2005. Les compétences et l'immigration. Dans Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Statistique Canada, *Apprentissage et réussite : premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*. Paris, France et Ottawa, Canada, pp. 207–228. Disponible à : www.bv.cdeacf.ca/documents/PDF/76412.pdf.
- DuBord, E. 2008. Performing bilingualism : An ethnographic analysis of discursive practices at a day labor center in the Southwest. Thèse de doctorat. Tucson, University of Arizona.

- Farr, M. 2006. *Rancheros in Chicagoacan : Language and identity in a transnational community*. Austin, University of Texas Press.
- Farr, M. (dir.). 2005 *Latino language and literacy in ethnolinguistic Chicago*. Mahwah, NJ, Erlbaum.
- Ferrer, A. et W.C. Riddell. 2008. Education, credentials and immigrant earnings. *Canadian Journal of Economics*, 28, pp. 122–140.
- Ferrer, A., D. Green et W.C. Riddell. 2006. The effect of literacy on immigrant earnings. *Journal of Human Resources*, 41, pp. 380–410.
- Giddings, D. et L. Barr-Telford. 2000. *Skill development and public policy*. Ottawa, Statistique Canada et National Center for Education Statistics (inédit).
- Grenier, S., S. Jones, J. Stucker, S. Murray, G. Gervais, S. Brink. 2008. *L'apprentissage de la littératie au Canada : constatations tirées de l'Enquête internationale sur les compétences en lecture*. Ottawa, Statistique Canada, n°89-552-MIF au catalogue — No. 19. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2008019-fra.pdf.
- Hanusek, E.A. et D.D. Kimko. 2000. Schooling, labor-force quality, and the growth of nations. *American Economic Review*, 90, pp. 1184–1208.
- Health Canada. 2002. *Economic burden of illness in Canada in 1998*. Ottawa, Health Canada. Disponible à : www.phac-aspc.gc.ca/publicat/ebic-femc98/pdf/ebic1998.pdf.
- Heath, B.S. et B. Street. 2008. *On ethnography : Approaches to language and literacy research*. New York, Teachers College Press.
- Herrick, J.W. 2005. What it means to speak the same language : An ethnolinguistic study of workplace communication. Dans M. Farr (dir.), pp. 351–377.
- Hornberger, N.H. (dir.). 2003. *Continua of biliteracy : An ecological framework for educational policy, research, and practice in multilingual settings*. Clevedon, England, Multilingual Matters.
- Jaffré, J.-F. 2004. La littéracie : histoire d'un mot, effets d'un concept. Dans C. Barré-De Miniac, C. Brissot et M. Rispaïl (dir.), *La littéracie, conceptions théoriques et pratiques d'enseignement de la lecture-écriture*. Paris, l'Harmattan, pp. 21–41.
- Jezak, M. 2010. Immigration et littératies nouvelles : perspective canadienne. *Savoirs et Formation : recherches et pratiques*, 1, pp. 127–145.
- Jezak, M., G. Painchaud et A. D'Anglejan. 1995. Le rehaussement des exigences langagières en milieu de travail : l'état de la recherche. *Revue des sciences de l'éducation*, 21, pp. 1–18.
- Kapsalis, C. 2000. *Profil de l'alphabétisme de la population immigrante de l'Ontario*. Toronto, Imprimeur de la reine pour l'Ontario.
- Kayed, M. 2011. *Canadian language benchmarks and Niveaux de compétence linguistique canadiens* : Supporting the second language needs of adult immigrants — an evolving role. *Cahiers de l'ILOB*, 3, pp. 49–60.
- Korhonen, M. 2006. *Literacy and health : The importance of higher-level literacy skills*. Ottawa, National Aboriginal Health Organization.
- Kress, G. 2003. *Literacy in the new media age*. London, Routledge.

- Luke, A. 2003. Literacy and the other : A sociological approach to literacy research and policy in multilingual societies. *Reading Research Quarterly*, 38, pp. 132–141.
- Martin-Jones, M. et K. Jones (dir.). 2003. *Multilingual literacies : Reading and writing in different words*. Philadelphia, John Benjamins.
- May, S. et N.H. Hornberger (dir.). 2008. *Encyclopedia of language and education*, 2^e éd., vol. 1 : *Language policy and political issues in education*. Amsterdam, Springer Science + Business Media LLC.
- McIntosh, S. et A. Vignoles. 2001. Measuring and assessing the impact of basic skills on labour market outcomes. *Oxford Economic Papers*, 53, pp. 453–481.
- McMullen, K. 2006. Les compétences en littératie des immigrants au Canada. *Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada*, vol. 2, n^o 5. Ottawa, Statistique Canada, n^o 81-004-XIF au catalogue. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/81-004-x/2005005/9112-fra.htm.
- Montigny, G., K. Kelly, et S. Jones. 1991. *L'alphabétisation des adultes au Canada : résultats d'une étude nationale*. Ottawa, Statistique Canada, n^o 89-525F au catalogue.
- Moore, D. 2006. *Plurilinguismes et école*. Paris, Didier.
- Moore, D. et C. Sabatier. 2010. Pratiques de littératie à l'école. Pour une approche ethnographique de la classe en deuxième année d'immersion en Colombie-Britannique. *Revue canadienne des langues vivantes*, 66, pp. 639–675.
- Mosenthal, P.B. et I.S. Kirsch. 1998. A new measure for assessing document complexity : The PMOSE/IKIRSCH document readability formula. *Journal of Adolescent and Adult Literacy*, 41, pp. 638–657.
- Murray, T.S., Y. Clermont et M. Binkley. 2005. *Mesurer la littératie et les compétences des adultes : des nouveaux cadres d'évaluation*. Ottawa, Statistique Canada, n^o 89-552-MIF au catalogue — No. 13. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2005013-fra.pdf.
- Murray, T.S., J. Hagey, D. Willims, V. Shillington et R. Desjardins. 2008. *La littératie en santé au Canada : une question de bien-être*. Ottawa, Conseil canadien sur l'apprentissage.
- Murray, T.S., R. Rudd, I. Kirsch, K. Yamamoto et S. Grenier. 2007. *Health literacy in Canada : Initial results from the International Adult Literacy and Skills Survey*. Ottawa, Canadian Council on Learning.
- Osberg, L. 2000. *Scolarité, alphabétisme et revenus personnels*. Ottawa, Statistique Canada, n^o 89-552-MIF au catalogue — No. 7. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2000007-fra.pdf.
- Pahl, K. et J. Roswelli (dir.). 2006. *Travel notes from the New Literacy Studies : Case studies in practice*. Clevedon, England, Multilingual Matters.
- Picott, G. et A. Sweetman. 2005. *Dégradation du bien-être économique des immigrants et des causes possibles : mise à jour 2005*. Ottawa, Statistique Canada, 11F0019MIF au catalogue — No. 262. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2005262-fra.pdf.

- Rivera, K. et A. Huerta-Macias (dir.). 2008. *Adult biliteracy*. New York, Lawrence Erlbaum Associates.
- Rootman, I. et D. Gordon-el-Bihbety, D. 2008. *A vision for a health literate Canada : Report of the Panel on Health Literacy*. Ottawa, Public Health Association.
- Rubenson, K., R. Desjardins et E.-S. Yoon. 2007. *Apprentissage par les adultes au Canada : une perspective comparative. Résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-552-MIF au catalogue — No. 17. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/89-552-m/89-552-m2007017-fra.pdf.
- Shohamy, E. 2006. *Language policy : Hidden agendas and new approaches*. London, Routledge.
- Spolsky, B. 2004. *Language policy*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Statistique Canada. 2001. Produits de données du recensement. Ottawa, Auteur.
- Statistique Canada. 2006. Produits de données du recensement. Ottawa, Auteur.
- Street, B. 2004. *Understanding and defining literacy : Scoping paper for EFA Global Monitoring Report 2006*. Paris, United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (UNESCO).
- Street, B. 2006. New literacies, new times : How do we describe and teach the forms of literacy knowledge, skills, and values people need for new times. Dans J.V. Hoffman, D.L. Schallert, C.M. Fairbanks, J. Worthy et B. Maloch (dir.), *55th Yearbook of the National Reading Conference*. Oak Creek, WI, National Reading Conference, pp. 21–42.
- Sweetman, A. 2004. *Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien*. Ottawa, Statistique Canada, n° 11F0019MIF au catalogue — No. 2341. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2004234-fra.pdf.
- Sweetman, A. et S. McBride. 2004. *Domaines d'études postsecondaires et résultats sur le marché du travail canadien des immigrants et des non-immigrants*. Ottawa, Statistique Canada, n° 11F0019MIF au catalogue — No. 2331. Disponible à : www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2004233-fra.pdf.
- Trudeau, P.E. 1971. Speech in House of Commons, October 8, 1971. Available at : canadachannel.ca/HCO/index.php/Pierre_Trudeau,_on_Multiculturalism.
- Vaish, V. 2008. Bilingualism and globalization. Dans B. Street et N.H. Hornberger (dir.), *Encyclopedia of language and education*, 2^e éd., vol. 2 : *Literacy*. Amsterdam, Springer Science + Business Media LLC, pp. 119–130.
- Weiner, N. 2008. Breaking down barriers to labour market integration to newcomers in Toronto. *IRPP Choices*, 14, n° 10. [IRPP = Institute for Research on Public Policy]. Disponible à www.irpp.org/choices/archive/vol14no10.pdf.